

« JE MARCHE POUR LA CULTURE »

pour l'emploi et la culture le 12 mars

pour les droits sociaux le 13 mars.



L'art, la culture et l'information ont besoin d'une politique ambitieuse, d'une vision audacieuse.

Depuis plusieurs décennies nous assistons à une situation inédite : démantèlement du service public, diminutions budgétaires, désengagement politique, restriction des acquis sociaux, inégalités territoriales, marchandisation et mise en concurrence se conjuguent pour faire de la culture un produit de consommation et de « marketing ».

Faisons échec au saccage des droits sociaux

Une bataille essentielle se joue sur le front de l'emploi dans nos secteurs d'activité. Dans le cadre des nouvelles négociations sur l'assurance chômage, le MEDEF, la CGPME et l'UPA veulent mettre fin au régime spécifique des intermittents du spectacle dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle. Depuis de nombreuses années, les organisations représentatives du secteur culturel ont élaboré des propositions alternatives pour une réforme juste et durable de l'indemnisation chômage des salariés intermittents du spectacle. Ces préconisations, soutenues par les parlementaires du Comité de suivi sur la réforme de l'intermittence, doivent être enfin prises en compte dans les négociations en cours.

La braderie de la culture est annoncée !

L'obsession du gouvernement à vouloir réduire, sans discernement, la dépense publique sonne le glas du service public en général et de celui de la culture en particulier. Des réductions inédites s'annoncent sur les prochains budgets de l'Etat et des collectivités territoriales. Le secteur indépendant (compagnies, ensembles, lieux, fabriques...) qui est déjà le plus précarisé et pourtant bien souvent à l'origine des projets, des productions et des initiatives ne pourra plus assurer ses missions d'intérêt général au plus près des habitants.

Le secteur culturel, pionnier de la décentralisation, risque de subir le cataclysme de la réforme voulue par le gouvernement. Une décentralisation efficace doit s'appuyer sur une gouvernance partagée pour reconnaître la place des collectivités territoriales dans les politiques publiques de la culture sans qu'elles ne se substituent à l'Etat garant du pacte républicain, une compétence partagée afin que les initiatives artistiques et culturelles puissent bénéficier à tous niveaux du soutien politique et des financements publics.

Les politiques publiques doivent être les outils contre les inégalités d'accès à l'art et la culture en développant une action volontariste sur les territoires défavorisés. Pour cela il est nécessaire de raisonner dans la durée et non plus sur des projets à court terme.

Afin de renforcer la liberté d'expression il est urgent de refondre les aides à la presse, de lutter contre les concentrations dans les médias, d'élaborer une loi assurant l'indépendance des équipes rédactionnelles et de garantir l'avenir de l'audiovisuel public, durement menacé par la baisse de la dotation publique.

Imaginez une vie sans culture !

Nous interpellons les pouvoirs publics, les élu-e-s et les organisations patronales sur les risques de remise en cause de tout ce que nous avons construit et imaginé depuis des décennies au service de la population : nous sommes fiers que notre pays soit la terre d'élection de tant d'artistes, ait donné les moyens à tant de créativité contribuant ainsi à un rayonnement culturel partout dans le monde et à une véritable attractivité culturelle.

Nous, nous marchons pour la culture car une société sans politiques publiques pour l'art et la culture et sans droits sociaux ne peut garantir la liberté, l'égalité et la fraternité. Nous nous adressons à tous les citoyen-ne-

s, passionné-e-s de l'art et la culture, pour les appeler à marcher avec nous pour redonner à la culture toute sa place et nous rejoindre le 12 mars pour participer à la grande braderie de la culture dans toute la France !

A PARIS : RASSEMBLEMENT À 14H30 PLACE DU CHÂTELET POUR UNE RENCONTRE FESTIVE AVEC LA PRESSE ET LE PUBLIC. D'AUTRES ACTIONS AURONT LIEU DANS DE NOMBREUSES VILLES...

D'IMPORTANTES MANIFESTATIONS POUR LE DROIT À L'ASSURANCE CHÔMAGE DE TOUS LES DEMANDEURS D'EMPLOI ET NOTAMMENT DES SALARIÉS INTERMITTENTS AURONT LIEU LE JEUDI 13 MARS.

A PARIS : LA MANIFESTATION PARTIRA À 14H DEPUIS L'ODÉON POUR SE RENDRE AU MEDEF À L'OCCASION DE LA DERNIÈRE SÉANCE PROGRAMMÉE DE NÉGOCIATION !

Paris, le 6 mars 2014.

Appel commun signé par les organisations professionnelles suivantes : la **CGT SPECTACLE** : Fédération nationale des syndicats du spectacle, du cinéma, de l'audiovisuel et de l'action culturelle ; la **CGT CULTURE** : Syndicat CGT des personnels des affaires culturelles ; le **SNJ-CGT** : le Syndicat national des journalistes CGT ; le **SYNDEAC** : Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles ; le **PROFEDIM** : Syndicat professionnel des producteurs, festivals, ensembles, diffuseurs indépendants de musique ; le **CIPAC** : Fédération des professionnels de l'art contemporain ; la **CPDO** : Chambre professionnelle des directions d'opéras ; le **SYNOLYR** : Syndicat national des orchestres et des théâtres lyriques ; le **SCC** : Syndicat du Cirque de Création ; la **CFE-CGC Spectacle** : Pôle fédéral CGC spectacle et action culturelle et ses syndicats (SNACOPVA CFE-CGC, SNAPS CFE-CGC, SNCAMTC), le **SNSP** : Syndicat national des scènes publiques ; le **SYNAVI** : Syndicat National des Arts Vivants, la **FASAP-FO** : La Fédération des syndicats des arts des spectacles, de l'audiovisuel, de la presse, de la communication et du multimédia FO ...